

«La place financière suisse sera plus durable à l'avenir»

Matériel de guerre L'initiative populaire du GSsA a mordu la poussière, mais les thématiques soulevées restent d'actualité.

Les producteurs de matériel de guerre ne verront pas leur source de financement s'amenuiser. Le peuple a rejeté dimanche à 57% l'initiative «Pour une interdiction du financement des producteurs de matériel de guerre». Seuls quatre cantons, dont Genève à 64%, ont voté pour le texte. Vaud le refuse du bout des lèvres (51%).

L'initiative du Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) et des Jeunes Verts voulait interdire le financement des producteurs de matériel de guerre dans le monde. La Banque nationale suisse (BNS), de même que les fondations et les institutions de prévoyance, n'auraient plus pu financer les entreprises réalisant plus de 5% de leur chiffre d'affaires annuel avec ce matériel.

Pas de triomphalisme

Pour les initiants, c'est la déception. On critique «une campagne de la peur des opposants». «La neutralité en prend un coup», lâche la conseillère nationale Ada Marra (PS/VD).

Du côté des gagnants, il n'y a toutefois pas de triomphalisme. «La Suisse poursuivra son engagement pour une place financière plus durable, assure le ministre de l'Économie Guy Parmelin. Elle ne le fera toutefois pas au moyen d'interdictions, comme le voulait le texte, mais en créant les conditions optimales et en dialoguant.»

À cette fin, le gouvernement a adopté un rapport et des lignes directrices pour le secteur financier l'été dernier. Interrogé sur l'efficacité limitée de l'autorégulation des entreprises, il rappelle qu'aucune entreprise n'aime voir son image endommagée.

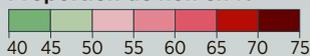
Les milieux économiques, eux, respirent. «Je suis soulagé. La population a compris que cette initiative ne concernait pas que les banques ou les géants du secteur comme Ruag et Airbus. Elle a saisi



Guy Parmelin ne croit pas aux interdictions. KEYSTONE/PETER KLAUNZER

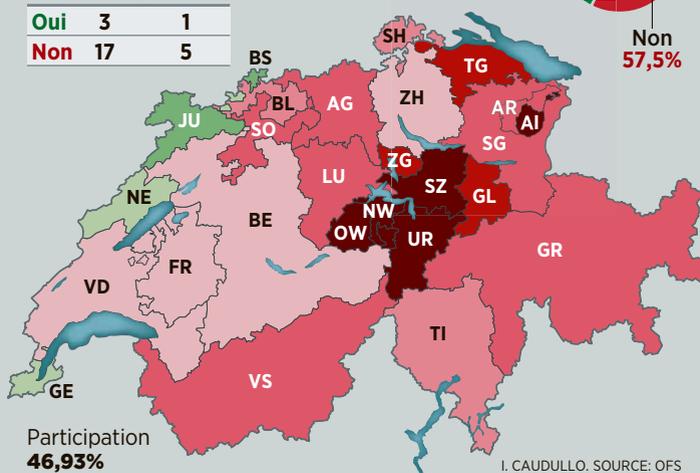
Initiative «Pour une interdiction du financement des producteurs de matériel de guerre»

Proportion de non en %



DEMI-CANTONS CANTONS

Oui	3	1
Non	17	5



Selon notre sondage représentatif réalisé du 26 au 29 novembre, l'initiative «Pour une interdiction du financement des producteurs de matériel de guerre» a été plus nettement rejetée par les hommes (65% de non) que par les femmes (51%). L'enquête indique aussi qu'elle a été acceptée en ville (51% de oui), mais balayée dans les campagnes (63% de non). Le refus est particu-

lièrement marqué chez les retraités (62% parmi les plus de 65 ans). **Le fossé gauche-droite** ressemble à celui creusé par l'initiative «Entreprises responsables». Le texte porté par le Groupe pour une Suisse sans armée a été plébiscité par l'électorat écologiste (90% de oui) et socialiste (81%), tandis que les sympathisants du PLR et de l'UDC l'ont refusé par 86 et 88% des voix. **P.M.**

qu'en cas de résultat inverse, cela aurait mis sous très forte pression des centaines de PME et menacé des milliers d'emplois en Suisse romande», réagit Philippe Zahno, secrétaire général du Groupe romand pour le matériel de défense et de sécurité (GRPM).

Un avis partagé par la **Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève**, qui aurait jugé paradoxal tout résultat inverse. «Vu que les votants s'étaient positionnés en faveur de l'acquisition de nouveaux avions de combat en septembre dernier et dont le vote permettra à l'industrie suisse de conclure de nombreux contrats liés à l'industrie militaire, il aurait été contre-productif d'accepter cette initiative qui aurait précisément sanctionné ce secteur en particulier», rappelle-t-elle.

Quant à l'aspect financier de l'initiative, le suppléant romand d'EconomieSuisse Carmelo Lagana répète que les investisseurs ont déjà pris les devants pour se tourner vers des fonds éthiques. «Le tournant vers une place financière plus durable est une réalité et les Suisses l'ont compris.»

Autre initiative en vue

Mais si le soulagement est de rigueur, le monde industriel ne peut que constater que le GSsA est malgré tout parvenu à progresser et à convaincre plus de monde qu'en 2009 lors de son initiative cherchant à interdire l'exportation du matériel de guerre.

«Vu les prochaines échéances comme l'initiative souhaitant interdire les exportations d'armes dans des pays qui connaissent des tensions intérieures, il va falloir poursuivre nos efforts et notre travail de communication auprès de la population», explique Philippe Zahno. Des progrès pourraient être faits en ce qui concerne l'image de l'armée notamment. «Il me paraît urgent d'en rappeler le rôle. Cela permettra ainsi de remettre en perspective celui de nos PME en tant que fournisseurs de matériel pour en assurer en partie l'autonomie, mais aussi d'acteurs finalement clés à l'effort global de sécurité.»

Olivier Wurlod avec l'ATS